

### **Construire ensemble, mais avec qui ?**

Le gouvernement jurassien tire un bilan triomphal des 35 ans d'existence du canton. Face à cela, le Jura bernois ne serait pas grand-chose de plus qu'une zone sinistrée. On peut se demander dans ces conditions quel intérêt présente la réunification pour le Jura.

Admettons que la création du canton du Jura a été la réponse adéquate aux besoins de la population concernée, voici 40 ans. Pour autant, le Jura bernois n'a rien du champ de ruines tel que présenté par le gouvernement jurassien. Comparaison n'est pas raison, on le sait depuis longtemps. Mais nous ne sommes plus il y a 40 ans, et il faut nous interroger sur les enjeux actuels et futurs. Celui qui les chercherait dans le rapport du gouvernement jurassien en sera pour ses frais, on n'y trouve aucune allusion.

Que sont ces enjeux ? Sans prétendre à l'exhaustivité, citons l'augmentation du poids des villes en Suisse, et la concurrence entre les territoires. Face à ces défis, les réponses s'organisent : elles ont pour non l'agglomération franco valdo genevoise, la Greater Zurich Area, la Région capitale suisse ou la Regio Basiliensis. Dans ces grands espaces, les acteurs construisent ensemble, ils ne le disent pas, ils le font, sans se regarder le nombril et s'interroger sur les structures. Tous ces espaces ont des points communs : le rôle moteur des agglomérations et une dimension intercantonale, voire transfrontalière.

Pour le Jura bernois, il est fondamental d'avoir sa place dans ces grands ensembles, et plus particulièrement la Région capitale suisse. D'une manière plus générale, le fédéralisme a besoin de plus qu'un toilettage. Il y a là un vaste champ de réflexions. Quels rapports entre les communes, les cantons et les espaces de vie dans lesquels nous évoluons ? Mais cela n'a rien à voir avec la perspective, si c'en est une de créer un canton de 120'000 habitants, en évitant soigneusement de reprendre les travaux de l'Assemblée interjurassienne, pour qui une réforme administrative profonde, ce qui signifie en français de tous les jours des suppressions d'emplois massives dans la fonction publique est une condition indispensable, sans parler des fusions de communes.

Dire non le 24 novembre, c'est dire non au repli identitaire et non au nombrilisme.

F. Daetwyler, le 10 juin 2013